

SESSION PLENIERE DES 23 ET 24 JUIN 2011

INTERVENTION COUVERTURE TERRITORIALE EN MATIERE DE SANTE EN REGION CENTRE

par Philippe LECOQ

Monsieur le Président, chers collègues,

Vous nous présentez un rapport sur l'état des lieux de la couverture territoriale de santé, et sur vos propositions pour pallier la catastrophique situation de notre région en la matière. Difficile tâche il faut bien l'avouer, au vu de l'incompétence gouvernementale de ces dernières années. Illustrons cette mauvaise gestion par quelques chiffres. Car vous commencez votre rapport en rappelant le manque alarmant de professionnels de santé notamment de médecins.

Sur ce sujet, comme dans bien d'autres domaines, seule une politique cohérente et volontaire de l'Etat pourrait améliorer la situation. La première des mesures qui doit être prise concerne le numerus clausus, critiquée par tout le monde, cette mesure limitant le nombre d'étudiants admis. Si on étudie celui-ci depuis le début des années 70, on s'aperçoit que ce nombre n'a cessé de diminuer jusqu'aux années 90, pour atteindre 3500 en 1992-1993... le nombre augmente ensuite progressivement pour stagner à 7400 depuis 2007, alors que Roselyne Bachelot avait prévu une augmentation allant jusqu'à 8000 pour 2011. (Chiffres émanant du site des étudiants en médecine).

Le numerus clausus de la faculté de médecine de Tours connaît une légère augmentation (+6 d'après ce même site) ce qui semble parfaitement insuffisant au vu de la situation que vous nous décrivez.

Donc comme nous le disions déjà lors de la présentation de ce même thème en 2010 dans cette assemblée, si nous voulons avoir plus de médecins dans notre Région, il faut que l'Etat commence à réformer sa politique au niveau national, notamment sur la question du numerus clausus. En effet même s'il connaît une augmentation, celle-ci ne peut compenser les déficits actuels. Car pour pouvoir, comme vous le souhaitez, répartir « harmonieusement » les jeunes professionnels de santé, ou encore développer les structures médicales en accueillant des professionnels libéraux ou salariés, encore faut-il avoir le nombre de professionnels de santé suffisant. Sinon, il y a de fortes chances que ces structures à l'intérêt certain, restent vides... Il s'agit bien d'un problème de nombre d'étudiants, et dans ce domaine, la région n'a aucun pouvoir décisionnel. Puisque sa fonction ne réside quasiment que dans le financement des organismes et structures.

Nous n'avons pas d'opposition avec votre politique régionale en la matière. Mais le problème réside dans le fait que nous n'avons pas assez jeunes professionnels de santé... sur quoi comme je l'ai déjà dit vous n'avez que peu de pouvoir. Il en résulte que vous tenter de pallier à l'incompétence gouvernementale en compensant le manque de professionnels de santé par une répartition géographique la plus « harmonieuse » pour reprendre votre terme.

Autre cause du déficit, qui n'est plus lié au nombre d'étudiants, le manque d'attrait de certains de nos départements et l'évolution des mentalités. Comme vous le décrivez dans votre rapport, les jeunes professionnels craignent d'exercer en milieu rural. Nous sommes perplexes sur le fait que faire un stage, par définition de courte durée, en milieu rural, puisse pousser les futurs professionnels à s'y installer. Le monde rural, détruit par les différentes politiques gouvernementales, est lié à la mort de l'agriculture française, et à la destruction des services publics, d'ailleurs de plus en plus libéralisés grâce à votre Europe. Ce monde rural connaît un manque de structures susceptibles d'attirer des hommes et des femmes dont les conditions de vie leur permettent d'espérer un certain environnement: écoles, loisirs sportifs et culturels...or, la perspective de s'isoler dans un joli coin de la campagne française dénuée de tout, n'a rien de réjouissant pour un jeune professionnel qui vient de terminer de longues et difficiles études. A ce propos une étude

récente de l'Ordre des médecins confirme cela. Je vais en citer quelques éléments : d'après cette étude il faut prendre en compte plusieurs réalités :

- tout d'abord le fait que ces nouveaux médecins peuvent être en couple. Or, la possibilité de trouver un emploi pour le conjoint fait partie du choix d'installation, comme les infrastructures présentes...

- ensuite l'évolution des mentalités qui a un rôle non négligeable. Comme vous le dites, de plus en plus de jeunes professionnels choisissent le salariat et le remplacement car c'est moins contraignant. La société des RTT et des 35 heures ne correspond plus à l'ancien état d'esprit. Les nombreuses gardes imposées par l'activité en milieu rural notamment ne sont pas très réjouissantes. Et une journée de travail d'un médecin commence tôt et se termine souvent tard... adieu les 35 heures. Ce qui est lié avec le désir de profiter d'une vie de famille « normale ».

- le manque de reconnaissance de la médecine générale, ce qui se traduit par un salaire inférieur à celui des spécialistes. De plus, un médecin ne se contente pas de soigner, il doit gérer son cabinet. Ce qui représente une surcharge de travail avec des tâches administratives car tous n'ont pas de secrétariat.

Parmi les 903 médecins qui ont quitté cette profession en 2010, 70,4% d'entre eux étaient des généralistes.

Les besoins de nos compatriotes ruraux en matière de santé sont pourtant aussi importants qu'ailleurs avec des spécificités notamment concernant l'âge. Pour ceux et celles qui ne vivent pas en ville, accéder au soin est une vraie épreuve. Les fermetures de petites structures hospitalières, considérés comme non rentables, car seul l'argent compte dans le monde libéral, ont provoqués bien des drames... Les habitants de ces campagnes isolées sont obligés de faire de nombreux kilomètres pour avoir accès aux soins. Nous notons que vous essayer d'y remédier. Nous pouvons aussi noter un fait particulièrement significatif du monde de demain que vous nous préparez. Par manque de moyens humains, la société dite moderne est capable de s'adapter. Il y a quelques années, la télémédecine aurait pu apparaître comme de la science-fiction. Pourtant cela devient la réalité. Modernité me direz-vous, je vous réponds déshumanisation d'une société qui devient de plus en plus technique en oubliant l'humain. Et il est hélas à parier que cette télémédecine et les techniques associées sont appelées à connaître un véritable essor, car cela semble effectivement une réponse à nos problèmes.

La Région Centre n'étant pas responsable de cette triste réalité, nous soutiendrons tous les efforts qui ont pour but d'améliorer la situation de nos compatriotes, même si nous restons perplexes sur l'efficacité des différentes mesures. Même si vous êtes tous partisans d'une France des Régions dissoute dans une Europe des Régions, l'Etat a encore un rôle à jouer, même s'il délègue de plus en plus sans pour autant donner les moyens d'une véritable action.

Le Front national demande l'augmentation du nombre d'étudiants dans les facultés de médecine et l'abandon du numerus clausus, de ne plus faire appel aux diplômés étrangers, propose la mise en place de mesures fiscales attractives pour l'aide à l'installation ou au maintien, la défense de caractère libéral de l'exercice médical, le maintien des hôpitaux de proximité en leur donnant les moyens nécessaires, tout ceci en liaison avec une véritable politique de développement rural, débarrassé des ordres de votre Europe.

Comme je le disais précédemment, nous estimons que la Région n'est pas responsable de la situation, donc nous votons favorablement pour ce rapport.